



Revue de Presse 15 avril 2013

L'Humanité

Politique, lundi 15 avril 2013

Le Front de gauche enchaîne les meetings anti-austérité

Adrien Rouchaleou (envoyé spécial à Clermont-Ferrand) et Nicolas Séné (correspondant à Montpellier) Trois rencontres en trois jours, dont deux aux dimensions européennes : le Front de gauche joue la mobilisation contre les politiques d'austérité, tout en préparant sa marche du 5 mai pour une VIe République plus démocratique et sociale.

mobilisé pour l'alternative à l'austérité et pour une VIe République, le Front de gauche multiplie les meetings. Au lendemain du succès du rassemblement européen de Martigues, mercredi dernier, deux autres rendez-vous mobilisaient les têtes d'affiche du mouvement.

Dans la cité auvergnate de Clermont-Ferrand, le Front de gauche a invité des amis européens : l'ancien président de Die Linke, Klaus Ernst (Allemagne), et la députée grecque de Syriza Zoe Konstantopoulou. Devant les 900 présents, le premier tire un bilan du « modèle allemand » très différent des habituels sons de cloche. « Qui a vécu au-dessus de ses moyens ? interroge-t-il. Ce sont les banques, les spéculateurs qui ont fait des profits spectaculaires bien au-dessus des capacités de production de l'économie réelle. » S'ensuit une démonstration imparable : baisse de la fiscalité pour les mieux nantis, casse totale du droit du travail et de la protection sociale...

« ces peuples que l'on cherche à opposer »

Les résultats de cette politique, qui d'autre que Zoe Konstantopoulou pour en rendre compte ? Son discours aura probablement été le plus marquant de la soirée, déroulant les conséquences de ces politiques dans son pays. « Je vous apporte des images de la Grèce qui sont le futur de l'Europe avec l'austérité », annonce-t-elle. Celles-ci sont effrayantes : un taux de chômage qui, en quatre ans, passe de 7,8 % à 27 %, un taux de suicide qui explose, une démocratie disparue, où le Parlement ne vote plus, où le Conseil des ministres ne se réunit plus, où tout est décidé ailleurs, à Bruxelles, au FMI, dans les banques... « Ce futur n'est pas une fatalité, conclut-elle, nous sommes déterminés à lutter. »

Pour Pierre Laurent, la présence des deux orateurs qui l'ont précédé est symbolique : « Zoe venue de Grèce, Klaus venu d'Allemagne, ces peuples que l'on cherche à opposer. » « Nous sommes la gauche qui unit tous ces peuples, nous ne sommes pas isolés », continue-t-il. Pour le secrétaire national du PCF, « l'austérité est une impasse cruelle qui se paie en précarité, en chômage, en faim... et en aggravation des déficits publics ».

à plus de trois cents kilomètres le même soir, près de trois mille personnes se sont tassées dans la trop petite salle montpelliéraine alors que d'autres suivaient, dehors, le meeting du Front de gauche sur des écrans. Pour Clémentine Autain, de la FASE, « cette VIe République a cinquante-cinq ans et le Front de gauche vous invite à son pot de départ le 5 mai ». « Nous voulons une nouvelle république démocratique et sociale », a annoncé, à son tour, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, ajoutant que, le 5 mai, « est

une étape déterminante pour lancer l'appel à se réapproprier la démocratie ». Faisant référence à l'affaire Cahuzac, il a jugé « nécessaire » « la transparence de la vie démocratique » mais « sur cette soudaine opération » du gouvernement, il y a « quelque chose d'indécent et de vulgaire ». Si beaucoup font un amalgame avec les années trente, il avoue que « quelque chose n'a pas changé, c'est le poing levé ! » Enfin, Jean-Luc **Mélenchon**, coprésident du Parti de gauche, est clair : « Nous sommes en train de faire une démonstration de force ! Cela témoigne d'un fait majeur, la force qui s'est constituée ne s'est pas dispersée. » Une force qui, d'après lui, « prendra inéluctablement le pouvoir dans ce pays ». Il poursuit : « Ce dont nous avons besoin, c'est d'un front du peuple qui prépare le Front populaire. » Et d'appeler à « organiser l'action autour de soi » et de « s'impliquer car rien n'arrêtera la cruauté de ceux qui dirigent l'Union européenne ». « Libérez le pays des chaînes de l'argent ! Place à la VIe République ! » conclut-il.

© 2013 l'Humanité. Tous droits réservés.

l'Humanité

Politique, lundi 15 avril 2013

Le PCF prépare le 5 mai et ses suites

Julia Hamlaoui

Le Parti communiste propose des « assises pour la refondation sociale et démocratique ».

Tandis que le gouvernement semble déterminer à maintenir le cap sur l'austérité, pour les communistes, l'heure est à la mobilisation pour « un nouveau pacte politique ». À cette fin, le Conseil national du PCF, réuni en « urgence » ce week-end, a décidé « d'engager toutes ses forces pour concourir au rassemblement » à gauche, selon sa présidente, Isabelle De Almeida.

La manifestation du 5 mai, dans un premier temps proposée par le coprésident du Parti de gauche, Jean-Luc **Mélenchon**, a évidemment occupé une partie des débats de samedi. L'engagement du PCF dans cette mobilisation sur les mots d'ordre de « lutte contre la finance et (de) refondation sociale et démocratique de la République », a été confirmé. L'objectif ? « Reconnecter le débat social à l'urgence démocratique », a souligné Marie-Pierre Vieu, chargée d'introduire les débats. Si des regrets se sont exprimés sur la proximité de la date avec le 1er mai, le PCF compte également « investir massivement » toutes les initiatives qui se tiendront à cette occasion, à « l'appel des organisations syndicales qui refusent » l'accord de flexibilisation de l'emploi en débat au Parlement. Une bataille qu'il faut d'ailleurs « amplifier », pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, qui rappelle « qu'il n'y aura pas de majorité de gauche au Sénat » pour voter ce texte.

Pas question pour autant de refermer l'agenda après le 5 mai : « Dans la foulée, le PCF propose d'organiser des assises citoyennes pour la refondation sociale et démocratique. » Celles-ci pourraient avoir lieu le 16 juin, à Paris. Le Parti communiste devrait en faire la proposition aux autres composantes du Front de gauche dès cette semaine, mais il entend également s'adresser à « tous ceux qui ont voté pour le changement en mai et juin derniers ». D'ici là, précise Pierre Laurent, l'objectif est de « prolonger la mobilisation par des assemblées, des comités citoyens » pour coconstruire les réponses à la crise.

AFP Infos Françaises

dimanche 14 avril 2013 - 19:42:41 GMT

Moscovici veut bien "comparer" le patrimoine de Mélenchon au sien

PARIS, 14 avr 2013 (AFP) - - Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a enjoint Jean-Luc **Mélenchon** de "faire comme tout le monde" et de publier son patrimoine, assurant être prêt à "comparer son patrimoine au mien", dimanche sur BFM-TV.

"Que Jean-Luc **Mélenchon** publie aussi son patrimoine", s'est exclamé M. Moscovici. "Et de quoi s'apercevra-t-on ? On s'apercevra que Jean-Luc **Mélenchon** est un homme qui se dit aujourd'hui un tribun populaire et qui depuis 35 ans au moins est sénateur et député européen", a-t-il poursuivi.

"Eh bien, qu'il fasse comme tout le monde ! Je veux bien comparer son patrimoine au mien", a encore déclaré le ministre.

Il venait de voir une vidéo de la déclaration du leader du Front de gauche énumérant ses mensurations sous les applaudissements: "Je mesure 1,74 m. Je pèse 79 kilos. Ma taille de chemise est 41/42. Ma taille de pantalon est 42. Je chausse du 42".

"Ca ne me fait pas beaucoup rire", a tranché M. Moscovici, dénonçant "une forme de dérive qui peut être préoccupante, à laquelle il faut faire très attention".

"Jean-Luc **Mélenchon** ne peut pas être à la fois dans parfois le populisme, souvent dans des insinuations et quand le président prend des mesures pour la transparence de la vie politique, s'en moquer", a encore expliqué le ministre.

M. Moscovici avait été critiqué il y a quelques semaines par le co-président du Front de gauche qui avait déclaré devant quelques journalistes que le ministre de l'Economie était "quelqu'un qui ne pense plus en français, qui pense dans la langue de la finance internationale".

lum/bpi/phc

l'Humanité

lundi 15 avril 2013

[Le mouvement dénonce « les valeurs réactionnaires...]

Julia Hamlaoui

Le mouvement dénonce « les valeurs réactionnaires » de la droite qui veut mobiliser le jour de sa marche pour la VIe République.

«Ils n'ont strictement rien à faire avec nous et nous n'avons rien à voir avec eux de près ou de loin. » La mise au point du secrétaire national du Parti communiste, interrogé sur France Inter samedi soir, est on ne peut plus claire : « Nous faisons (le 5 mai) une manifestation pour l'égalité qui n'a rien à voir avec les valeurs réactionnaires de ces gens-là », a expliqué Pierre Laurent.

À l'origine de cette réaction, un appel lancé à ses partisans par la porte-parole du collectif anti-mariage pour tous La Manif pour tous, vendredi soir. Alors que le Sénat venait d'adopter la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe, et que le calendrier parlementaire était accéléré (voir ci-contre), Frigide Barjot enjoignait les opposants au texte, dont des militants d'extrême droite, à se mobiliser le 5 mai prochain.

Or, cette date est celle à laquelle le Front de gauche appelle à manifester « contre la finance, contre l'austérité et pour une VIe République ». Rien à voir donc ni sur la forme ni sur le fond. « Il n'y aura aucune tension dans notre manifestation. Ce sera une mobilisation festive, joyeuse, pour que la gauche retrouve ses valeurs et pour que le pays retrouve le cap sur le changement qu'il a souhaité en mai dernier », a expliqué Pierre Laurent, samedi, alors que Frigide Barjot éruçait, elle, vendredi soir, promettant « du sang » à François Hollande. « C'est une volonté d'une fraction de la droite de brouiller les messages », a dénoncé la coprésidente du Parti de gauche, Martine Billard. Mais le « message est clair », a-t-elle insisté, il s'agit, pour les électeurs de gauche, « de dire : "basta, on n'a pas voté pour l'austérité" ». Pour Pierre Laurent, qui a condamné « avec la plus grande fermeté les agissements violents et xénophobes des groupuscules vus dans les manifestations contre le mariage pour tous », cet appel est « une douce plaisanterie », d'autant plus absurde que le Front de gauche est « pro-mariage à fond ».

5 mai, le Front de gauche récuse toute confusion

Le Figaro, lundi 15 avril 2013, p. 1

Une

ÉDITORIAL PAR YVES THRÉARD YTHREARD@LEFIGARO.FR

L'homme qui divise

par Yves Thréard ythreard@lefigaro.fr

Le champion de la synthèse est devenu le roi de la division. Premier secrétaire du PS pendant onze ans, François Hollande a dû sa longévité à sa faculté de louvoiement. Mais sa force d'hier est sa faiblesse d'aujourd'hui. Président de la République depuis bientôt un an, il est à la tête d'un pays que l'on a rarement vu autant décomposé et fragmenté. Par la faute du chef de l'État. Par son incapacité à fixer un cap et à écouter ses concitoyens. Les conséquences du malaise qui gagne toutes les couches de la population sont imprévisibles.

Les manifestations de la colère sont légion. Dans la rue, où les opposants au mariage homosexuel dénoncent le coup de Jarnac qu'il vient de leur porter, en précipitant l'adoption de la loi. Dans la société, où les « riches », comme il les appelle, sont livrés à la vindicte populaire, les classes moyennes écrasées par les impôts et les jeunes démoralisés. Dans les entreprises, où le climat social est à l'orage, comme l'ont montré ce week-end les salariés de PSA Aulnay. Dans les assemblées parlementaires, où le projet de publication du patrimoine des élus provoque un début de fronde, toutes sensibilités confondues. Dans la gauche, où les écologistes, Jean-Luc **Mélenchon** et ses amis ne sont pas loin de la rupture. Dans son propre parti, où l'hostilité à la direction du PS s'étend. Dans son gouvernement, enfin, où les ministres remettent en question sa politique. Le flottement est général.

Où est-il le candidat, qui se voyait, lui, président de la République, respectant les Français, promettant d'avoir de la « hauteur de vue » et d'être « proche du peuple » ? N'était-ce qu'une posture, de la littérature ?

Alors que la crise s'aggrave, le chômage augmente et les déficits se creusent, la défiance est totale. « Le grand enjeu, c'est la division ou le rassemblement », affirmait, sûr de lui, François Hollande entre les deux tours. Onze mois après, la division est partout. Jusqu'où ira-t-elle ?

Sa force d'hier est sa faiblesse d'aujourd'hui

Le Monde

Événement, lundi 15 avril 2013, p. 3

ENTRETIEN

" Comment ne pas être troublé par les mots et les références de M. Hollande? "

Spécialiste du populisme, Pierre Birnbaum s'inquiète des effets d'une " transparence totale "

Professeur émérite de sociologie politique à l'université Paris-I, Pierre Birnbaum est notamment l'auteur de *Genèse du populisme. Le peuple et les gros* (Fayard-Pluriel, 2010). Il vient de publier *La République et le cochon* (Seuil, 200 p., 18 euros).

Claude Bartolone, président socialiste de l'Assemblée nationale et ami du président de la République, s'est dit " réservé " quant à l'obligation de publier le patrimoine des élus : une initiative qui risque d'alimenter le populisme, a-t-il dit. Vous qui avez étudié l'histoire de cette notion, qu'en pensez-vous?

J'ai écouté attentivement ce qu'a dit François Hollande, mercredi 10 avril, à la sortie du conseil des ministres. J'ai été étonné par les mots et les métaphores qu'il a employés. " Nécessité d'une lutte implacable contre les dérives de l'argent, de la cupidité et de la finance occulte " : comment ne pas penser aux années 1920-1930, à la dénonciation du " mur d'argent ", des " ploutocrates " et des " 200 familles "? Comment ne pas être troublé par ces références qui constituent le vieux fond sémantique de l'extrême gauche et de l'extrême droite? Surtout de la part de quelqu'un comme François Hollande, qui en tant qu'énarque de sensibilité sociale-démocrate, n'appartient ni sociologiquement ni idéologiquement à cet

univers-là...

En même temps, M. Hollande a déjà utilisé de telles références. On se souvient du discours du Bourget, le 22 janvier 2012, avec la désignation de la " finance " comme " adversaire "...

Vous avez raison. Et d'ailleurs, on pourrait ajouter d'autres exemples plus anciens, comme son fameux " je n'aime pas les riches ", lors de l'émission " A vous de juger ", sur France 2, en 2006. En cela, François Hollande ne fait qu'entretenir une rhétorique qui demeure très présente au sein du Parti socialiste et qui a notamment, ces dernières années, été fortement réactivée par les " quadras " du NPS - Nouveau Parti socialiste - . On se souvient de Vincent Peillon dénonçant le " mur de l'argent ", de Benoît Hamon critiquant " les cadeaux faits aux plus riches ", d'Arnaud Montebourg évoquant " le système financier mondialisé ". Les trois sont aujourd'hui au gouvernement. Comme Mitterrand qui dénonçait " l'argent qui corrompt - et - pourrit jusqu'à la conscience des hommes ", François Hollande sait très bien, quand il le faut, reprendre ce vocabulaire qui parle évidemment à une certaine gauche mais la dépasse largement : la haine des riches, de l'argent et des banques appartient aussi à l'imaginaire d'une droite antilibérale qui est très puissante en France.

Mercredi 10 avril, une chose était nouvelle, en revanche, dans la bouche du président : l'exigence de " transparence "...

Oui, c'était extrêmement frappant. Le mot transparence a été prononcé deux fois, il a également demandé que les banques ne puissent rien " dissimuler ". Ce ne sont pas des mots anodins. Et bien qu'il ait précisé que son intention n'était pas d'" exhiber " les patrimoines, c'est bel et bien cela qu'il propose. On est ici entre le panoptique de Bentham et Robespierre, dans une tradition qui remonte à la fin du XVIIIe siècle et qui fait de la " transparence " une sorte d'idéal social. C'est une conception des choses qui est aux antipodes de ce qui constitue l'un des points centraux du libéralisme politique, la stricte séparation entre la sphère privée et la sphère publique.

Cela vous étonne?

Oui, parce qu'on a quasiment l'impression, en l'écoutant, que la finance ou le grand capital ont aujourd'hui la mainmise sur l'Etat. Or ça n'est pas du tout le cas, au contraire. Regardez par exemple la composition du gouvernement : tous ou presque sont des énarques, des enseignants ou des professionnels de la politique. Jérôme Cahuzac, qui a fait fortune dans le privé, était précisément une exception.

A la limite, le discours de François Hollande pouvait se comprendre à l'époque de Nicolas Sarkozy, où la place des hommes venus du privé était inédite sous la Ve République. Mais pas aujourd'hui, où l'on tente de rendre à l'Etat une partie de sa prééminence.

Comment expliquez-vous ce paradoxe?

A cause de l'onde de choc provoquée par les aveux de Cahuzac, qui écrasent tout. A cause aussi, sans doute, des révélations sur Jean-Jacques Augier. Le fait d'apprendre que le trésorier de campagne de François Hollande était un énarque devenu haut fonctionnaire et homme d'affaires, et qu'il pratiquait l'évasion fiscale, montre que les frontières entre les deux univers, celui du service de l'Etat et de la recherche du profit, sont plus poreuses qu'on ne croit. François Hollande a senti le danger du soupçon pour lui-même. Il a donc frappé un grand coup.

Que pensez-vous de l'idée, défendue par le chef de l'Etat, consistant à interdire certaines professions aux parlementaires?

Elle me laisse perplexe. Sous la IIIe ou la IVe République, il y eut de grands parlementaires qui étaient avocats, journalistes ou même industriels. L'idée que certaines professions sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat électif revient à postuler une sorte de déterminisme social. C'est une négation de la liberté des acteurs dont l'action ne saurait être réduite à la fonction, encore moins à la position sociale. Cette idée procède d'une pensée réductrice. L'exercice d'une profession ne présume pas de la manière dont un acteur va agir dans son nouveau rôle politique. Et même les fonctionnaires se trouvent dans une telle situation. Il faut surveiller, par exemple, de près, leur pantouflage.

La solution aurait-elle été de ne rien faire?

Non, bien sûr. Mais l'enjeu, selon moi, est moins celui de la transparence que du contrôle. L'important n'est pas de savoir qui a de l'argent ou qui n'en a pas, mais de pouvoir vérifier comment agissent les responsables dans la sphère du politico-administratif, afin que les juges recherchent l'éventuelle influence de l'argent ou de toute forme de corporatisme et de clientélisme. Donner du pouvoir à ceux qui enquêtent, oui, mais croire aux vertus de la totale transparence, c'est dangereux. Cela ne fait qu'aggraver la défiance, alors même que l'objectif est de renouer avec la confiance.

Face à la montée des discours populistes, notamment à gauche avec Jean-Luc **Mélenchon**, M. Hollande pouvait-il tenir d'autres propos?

La radicalisation du discours de Jean-Luc **Mélenchon** est incontestable avec son " du balai " inspiré de Chavez - formule qui était déjà celle de Pujade dans les années 1950. Ces dernières semaines, il est monté d'un cran avec ses propos sur Pierre Moscovici qui, selon lui, " ne pense plus en français " mais " pense dans la langue de la finance internationale ". Si nul ne peut accuser **Mélenchon** de préjugés antisémites, une telle phrase appartient toutefois à un registre qui ne peut que les évoquer.

Aujourd'hui, avec l'affaire Cahuzac, on a l'impression que François Hollande " digère " le discours de **Mélenchon**. Mais ce faisant, est-ce qu'il l'éradique ou est-ce qu'il le légitime? C'est pour moi la question fondamentale. A titre personnel, je préférerais un président qui remplisse un rôle pédagogique auprès des citoyens plutôt que de céder à un discours parfois démagogique, qui tente de réconcilier la logique de l'Etat républicain avec la reconnaissance du marché.

L'histoire, de ce point de vue, montre que c'est possible : après tout, Blum pendant la crise des années 1930, Mendès France à l'époque de la montée du poujadisme dans les années 1950, ou encore de Gaulle ont prouvé qu'il était possible de résister, d'expliquer sans d'inutiles métaphores, la profondeur de la crise et la nécessité de reconstruire la solidarité.

Propos recueillis par David Revault d'Allonnes et Thomas Wieder

AFP Infos Mondiales

dimanche 14 avril 2013 - 07:48:10 GMT

Grand déballage en France avec la publication du patrimoine des ministres

PARIS, 14 avr 2013 (AFP) - - Fortement fragilisé par les mensonges de l'ex-ministre du Budget Jérôme Cahuzac, le gouvernement français dévoile lundi le patrimoine des ministres dans une opération de transparence qui révolutionne les mentalités en France mais suscite le malaise, à gauche comme à droite. Au total, les actifs de 38 ministres, y compris ceux du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, seront détaillés. Plusieurs ont déjà commencé à le faire devant des Français parfois médusés, plus habitués à cacher leurs revenus qu'à les étaler sur la place publique dans un pays où le sujet reste tabou.

Les Français "parlent beaucoup plus difficilement de l'argent que de la sexualité", résume à l'AFP la sociologue Janine Mossuz-Lavau.

Les premières révélations de patrimoines, non vérifiables et non passibles de sanctions si elles sont faussées, suscitent curiosité, scepticisme, humour et surtout beaucoup d'opposition de parlementaires, de la droite à la gauche, appelés à faire de même dans un projet de loi présenté le 24 avril.

"Nous irons jusqu'au bout" car "il y a besoin de transparence", a martelé ces derniers jours Jean-Marc Ayrault, en rejetant les critiques. Selon un sondage, la publication des patrimoines est approuvée par 63% des Français. "D'autres pays l'ont fait avant nous et ne s'en portent pas plus mal", a-t-il plaidé.

Certains diplomates étrangers, ayant vécu une "opération propre" similaire, en tirent toutefois un sentiment mitigé. "La demande de transparence peut être infinie", souligne l'un d'eux en parlant d'un passage certes obligé dans une démocratie mais "pas très sain" à vivre.

Jusqu'à présent, un seul ministre français a reconnu payer l'impôt sur la grande fortune, la ministre de la

Santé et des Affaires sociales Marisol Touraine. Certains ont déclaré un fauteuil d'époque contemporaine de marque (Arnaud Montebourg, chargé de l'industrie), d'autres des bijoux et une petite voiture de plus de 13 ans (Cécile Duflot, Logement), suscitant des interrogations sur son caractère polluant pour une écologiste.

La déclaration du patrimoine du chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, féru d'art et d'antiquités, est très attendu.

"Des gens très pauvres"

A l'instar du ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, qui a évoqué "la modestie de son patrimoine", plusieurs députés ou sénateurs ont dévoilé des actifs faibles lorsqu'ils ont anticipé l'effort de transparence. L'ex-Premier ministre UMP (opposition) François Fillon, amateur de bolides de course, a dit posséder un 4x4 et une berline, les deux datant de plus d'une dizaine d'années.

"Ce sont des gens très pauvres, vos parlementaires !", ironise sous couvert d'anonymat un ambassadeur en poste à Paris, en se demandant s'il ne faudrait pas augmenter leurs salaires pour éviter toute tentation du mensonge.

De son côté, un député-maire centre droit de l'île de la Réunion, Thierry Robert, a revendiqué 90.000 euros de revenus mensuels, dont 80.000 euros de locations immobilières, en exprimant son ras-le-bol de "payer tout le temps" et en menaçant de "quitter la France" pour l'île Maurice.

Rarement unis dans leurs positions, le président socialiste de l'Assemblée nationale Claude Bartoloneet le patron des députés UMP Jean-François Copé ont pourtant tous deux mis en garde contre le "voyeurisme" qu'ils voient poindre avec la publication des déclarations de patrimoine.

Dans les objections, certains mettent en avant des vies de famille - "mon mari n'a pas épousé la classe politique tout entière", a dit la ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu -, d'autres regrettent de devoir "mettre sur la table" des souvenirs très intimes, "ce que m'a légué ma grand-mère, mon père", comme l'a précisé Yamina Benguigui, ministre à la Francophonie.

Pied de nez à l'opération propre lancée par l'exécutif, le porte-voix de la gauche radicale, Jean-Luc Mélenchon, qui se dit prêt à dévoiler son patrimoine sans l'avoir fait jusqu'à présent, a livré ses mensurations sur son blog.

prh/kat/pt

Mediapart (site web)

Economie, samedi 13 avril 2013 - 17:03:20+02:00

Le séisme Cahuzac déstabilise la politique d'austérité

laurent mauduit

Paris - C'est l'une des innombrables répliques suscitées par le tremblement de terre du scandale Cahuzac : si de nombreux élus, à droite comme à gauche, s'interrogent sur la crise démocratique que traverse la France et l'efficacité réelle ou supposée des réformes annoncées pour la surmonter, l'affaire a aussi déclenché, par une sorte d'effet domino, un débat sur la pertinence de la politique d'austérité impulsée par François Hollande. Et - preuve de la gravité du séisme qui ébranle jusqu'aux sommets de l'État -, la controverse s'est propagée à l'intérieur même du gouvernement, pour la première fois depuis l'alternance. À tel point que trois ministres, Arnaud Montebourg, Cécile Duflot et Benoît Hamon, plaident, en des termes plus ou moins byzantins, en faveur d'une réorientation de la politique économique.

Jusqu'à présent, les grandes priorités de la politique économique défendues par le gouvernement n'avaient, de fait, été contestées par personne dans les rangs socialistes, et surtout pas au sein du gouvernement. C'est sans doute surprenant, mais c'est ainsi : alors que François Hollande a renié beaucoup de ses engagements pris lors de la campagne présidentielle en conduisant une politique économique d'austérité et en multipliant des réformes d'inspiration clairement libérale et même patronale,

aucun ministre n'avait jusque-là fait part de ses états d'âme.

Seul le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, a, de proche en proche, tempêté, un jour contre la trahison de la promesse faite aux sidérurgistes de Florange, le lendemain contre les contours, a minima, de la future Banque publique d'investissement. Mais même dans son cas, la contestation de la politique impulsée par Jean-Marc Ayrault a été ponctuelle et ne s'est jamais élargie à une remise en cause du cadrage général de la politique économique. Un cadrage très social-libéral. C'est si vrai qu'Arnaud Montebourg a, dans le même temps, approuvé sans réserve d'autres volets de cette politique économique sociale-libérale, comme la réforme du marché du travail et la remise en cause d'une bonne partie du Code du travail et notamment du droit du licenciement, ou encore le pacte de compétitivité qui a octroyé 20 milliards d'euros aux entreprises sans la moindre contrepartie. Et même la réduction à marche forcée des déficits publics, il l'a toujours, jusqu'à ce jour, défendue.

Et puis voici que tout déraile ! Comme le fameux battement d'aile de papillon, qui se propage et a des effets incalculables, le scandale Cahuzac déstabilise le cœur même de la politique du gouvernement : la politique d'austérité. Ce qui est, après tout, logique ! François Hollande a longtemps installé Jérôme Cahuzac comme le principal porte-voix de la politique impopulaire qu'il conduisait, en en faisant presque un premier ministre-bis - le seul, par exemple, capable d'affronter à la télévision un Jean-Luc **Mélenchon**. Alors maintenant que le ministre de l'austérité s'avère aussi avoir été un ministre fraudeur, il est assez logique que, le ministre ayant chuté, l'austérité soit, elle-même, mise en cause.

Et c'est ainsi que le gouvernement aborde un débat décisif, celui de la cohérence de sa politique économique, de la pire des façons : au lieu d'avoir un échange serein sur les effets induits d'une politique restrictive qui fait le lit de la récession et qui creuse les déficits au lieu de les réduire, le débat surgit de manière confuse. Ce n'est pas un débat rationnel ; ce sont comme des aigreurs qui remontent à la surface.

Les trois ministres qui sont sortis spectaculairement du bois, pour dire pour la première fois tout le mal qu'ils pensent de la politique d'austérité, l'ont fait effectivement avec d'infinies précautions. En disant les choses... mais sans les dire vraiment. Tout juste en les suggérant. Dans cet exercice de funambulisme, Arnaud Montebourg a été le premier à montrer son talent, à l'occasion d'un entretien au journal *Le Monde* titré : « Cette politique d'austérité conduit à la débâcle » .

« Cette politique qui conduit l'Union à la débâcle »

Lisant cette formule qui résume le propos du ministre, je me suis pris à penser qu'il y avait peut-être une forme de clin d'oeil. Ou, à tout le moins, peut-être une coïncidence qui n'en était pas totalement une. Car dans le livre que je viens de publier, *L'Étrange Capitulation* (éditions Gawsewitch), je tiens la chronique des premiers mois du quinquennat de François Hollande, en prenant *L'Étrange Défaite* de Marc Bloch comme fil conducteur de son récit. Car dans cet essai qui analyse la débâcle de juin 1940, le grand historien s'applique à démontrer que celle-ci est non pas une victoire allemande mais plutôt une défaite française.

Alors, observant qu'Arnaud Montebourg usait lui-même du mot de « débâcle » , qui est au cœur du réquisitoire de Marc Bloch, je me suis pris à penser qu'enfin certains socialistes prenaient la mesure de la catastrophe générée par la politique voulue par François Hollande et qu'ils se décidaient enfin à plaider pour une réorientation de la politique économique.

Et pourtant non ! Quand on lit bien l'entretien d'Arnaud Montebourg, on se rend compte que le ministre du redressement productif s'exprime avec d'infinies précautions. Car ce n'est pas la politique d'austérité conduite en France qu'il condamne, mais la politique d'austérité... « imposée par l'Europe ». Sans doute ne s'agit-il que d'une nuance mais elle permet au ministre de ne pas se prononcer directement en faveur d'une réorientation... de la politique économique française. « Est-ce une crise de régime ? » lui demande-t-on. Réponse : « Il y a crise de régime quand le système institutionnel est incapable de répondre à la perte de confiance. Je ne crois pas que nous en soyons là, car les décisions que le gouvernement s'apprête à prendre sont de nature à rétablir la confiance. La vraie question est la suivante : la politique d'austérité imposée par l'Europe est-elle soutenue par nos concitoyens ? La réponse est non. Elle est rejetée par tous les peuples. Donc s'il y a une crise de régime, c'est au niveau de l'Union européenne, où il n'y a nul débat

démocratique sur les causes et les conséquences de cette politique d'austérité qui nous entraîne collectivement dans une spirale récessive. »

Le journal insiste : « Ce choix est pourtant assumé par M. Hollande. Voulez-vous dire qu'il faut déplacer le curseur de la politique du gouvernement, ce que réclament d'ailleurs de plus en plus de gens à gauche, y compris au PS ? » Réponse d'Arnaud Montebourg : « Le gouvernement a fait des efforts sans précédent pour faire face à la montagne himalayenne de dettes que le sarkozysme nous a léguée. Ces efforts, la Cour des comptes les a signalés, la Commission européenne les a soulignés. Mais le sérieux budgétaire, s'il tue la croissance, n'est plus sérieux. Il est absurde et dangereux. Il est donc plus que temps d'ouvrir le débat sur cette politique qui conduit l'Union à la débâcle. »

Le ministre du redressement productif accable donc l'Europe et les normes budgétaires restrictives qu'elle impose, mais il ne va pas au-delà. Et en particulier, il se garde bien de préciser que cette politique plus accommodante qu'il revendique, la France se devrait de la mettre en oeuvre sans attendre, pour limiter l'ampleur de la chute d'activité et l'envolée historique du chômage.

En quelque sorte, ce sont des critiques virulentes, mais... subliminales. Traduction de Wikipedia : « Un message subliminal est un stimulus incorporé dans un objet, conçu pour être perçu au-dessous du niveau de conscience. Des techniques subliminales ont été utilisées dans la publicité ou la propagande. Le but et l'efficacité de ces techniques sont sujets à débat. » C'est une bonne définition du message d'Arnaud Montebourg : il suggère que Jean-Marc Ayrault et François Hollande ont tout faux, mais il le dit dans des termes qui lui permettent de ne pas rompre avec eux.

Critique contre le « coup de rabot général »

Dans un entretien à Mediapart, l'écologiste Cécile Duflot, ministre du logement, est dans le même clair-obscur : elle critique à demi-mot la politique du gouvernement dont elle est membre, sans préciser les conséquences concrètes qu'aurait la mise en oeuvre de ses recommandations. « Concrètement, quand vous parlez de la trajectoire de réduction du déficit et de la dette, faut-il ralentir le rythme ? » lui demande-t-on. Réponse un peu alambiquée de la ministre verte : « La priorité doit être donnée au devoir d'investissement. Le fétichisme du chiffre n'a jamais fait partie de ma religion. Parce que c'est ce qui empêche d'être intelligent. On peut très bien imaginer que le même objectif puisse dans un cas être sous-évalué, et inatteignable dans l'autre. Pendant des années, on a artificiellement financé la croissance par de l'endettement. Il faut arrêter, c'est clair. Mais on ne peut pas considérer que le coup de rabot général soit une bonne méthode politique. »

Dans son cas, la critique est tout de même un peu plus explicite puisque le « coup de rabot » qui est dénoncé vise de manière transparente la méthode employée par le premier ministre pour réduire les dépenses publiques. Mais là encore, si la ministre plaide pour une réorientation de la politique économique, c'est avec une infinie prudence. « Il faut donc renoncer aux 3 % de déficit en 2014 ? » interroge ainsi Mediapart. Réponse de Cécile Duflot : « On ne peut pas risquer de mettre en cause la cohésion sociale de notre pays pour un objectif chiffré qui ne prend pas en compte la réalité des effets que cela produirait. Il faut aborder frontalement la réalité de l'ampleur de la crise. Nous avons d'ores et déjà fait des efforts drastiques. Je suis résolument fédéraliste et pro-européenne, c'est pour cela que je crois que l'Europe doit être d'abord celle qui élimine l'évasion fiscale avant d'être celle de la discipline budgétaire. Pour sauver l'idéal européen, l'Union doit porter un devoir d'investissement au niveau européen. »

Mais enfin, c'est une grande première ! Même avec des mots soigneusement pesés pour ne rien dire d'irréparable, deux ministres suggèrent que la politique économique actuelle n'est pas la bonne.

Ce genre d'exercice subtil d'équilibrisme est, toutefois, facile à l'écrit où l'on peut soupeser chaque formule mais à l'évidence beaucoup plus périlleux à l'oral, surtout quand le ministre qui s'y risque est bousculé par un journaliste qui ne s'en laisse pas compter. Ministre délégué à l'économiste sociale et solidaire, et par ailleurs chef de file d'un courant du Parti socialiste qui se présente comme son aile gauche, Benoît Hamon en a fait, mercredi matin, la pénible expérience au micro de RMC.

Alors qu'il a quasiment disparu du débat politique depuis qu'il a décroché son maroquin, Benoît Hamon d'abord cherché, dans un exercice un peu laborieux, à expliquer que le gouvernement n'était en rien responsable de la politique d'austérité mise en oeuvre, mais qu'elle était appliquée en Europe « sous la pression de la droite allemande ». Niant l'évidence, il a même usé de complexes nuances sémantiques pour dire qu'en France, il ne s'agissait pas d'une politique d'austérité. « Nous ne conduisons pas une politique d'austérité », a-t-il dit, tout en convenant deux secondes plus tard que cette politique était tout de même « éprouvante » - comprenez qui pourra !

Du même coup, quand il lui a été demandé s'il fallait « changer de politique », Benoît Hamon s'est emberlificoté dans une réponse obscure, affirmant que cette politique devra être « évaluée en fin d'année » pour voir si elle est « soutenable ». Pourquoi en fin d'année et non plus tôt ? Parce que d'ici là, il ne faut rien changer ni amender ? Et « soutenable » par qui ? Par les chômeurs, qui sont chaque jour plus nombreux ou par les salariés dont le pouvoir d'achat connaît une chute sans précédent depuis 1984 ? Pris dans un exercice de grand écart, le ministre délégué ne l'a pas précisé.

« Un filet de vinaigre coulant sur une plaie ouverte »

Au demeurant, si des premières critiques se font entendre sur la politique d'austérité, nul au gouvernement n'ose encore mettre en cause les autres grandes orientations économiques, d'inspiration sociale-libérale.

Jouant sur du velours, mercredi midi lors de sa conférence de presse consacrée aux mesures de moralisation de la vie publique, François Hollande a donc pu faire mine de croire que les attaques de ces trois ministres ne le visaient pas mais oeuvraient seulement à une réorientation de l'Europe. Et sûrement pas à une réorientation de la politique économique française. « Aucun ministre ne peut remettre en cause la politique qui est conduite, qui n'est pas l'austérité », a-t-il doctement énoncé, excluant tout changement de cap. « La politique que je conduis est celle qui permet d'éviter l'austérité », a-t-il ajouté, en faisant valoir que « le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité ».

Étrange débat, donc ! Du bout des lèvres, trois ministres ont suggéré qu'il fallait que la politique économique change de cap, mais ils l'ont dit en des termes à ce point alambiqués que François Hollande a, en résumé, ajouté : Oui, oui ! Je suis totalement d'accord avec eux, on maintient le cap...

Pourtant, le chef de l'État aurait sans doute tort de croire que ce débat feutré le protège. Car on sent bien qu'en plus de la crise démocratique, la politique économique suscite des aigreurs nombreuses et croissantes, dans l'opinion comme au sein même du Parti socialiste. On l'a bien vu, au Parlement, tout au long du débat visant à ratifier l'accord sur la réforme du marché du travail.

Mais c'est aussi le même profond malaise qui transparait par exemple de la critique douce-amère de mon livre *L'Étrange Capitulation*, écrite par le socialiste Henri Emmanuelli (elle est ici), qui a la mémoire longue et qui a vécu nombre de désillusions de la gauche. Ce qui le porte sans doute, par tempérament comme par expérience, à ne pas verser dans des circonlocutions vaticanes et à dire ce qu'il a sur le coeur. Il dit ainsi que ce livre « produit l'effet d'un filet de vinaigre coulant sur une plaie ouverte ». Et il ajoute : « Nonobstant l'amertume ressentie par réflexe de solidarité, ça fait mal. »

Sans doute est-ce cela le plus important : si personne ne définit encore dans les rangs socialistes ce que pourrait être un cours nouveau, on sent que la politique économique commence à susciter un malaise de plus en plus palpable. Un malaise qui s'épaissit de jour en jour à défaut d'un véritable sursaut...

Le Monde.fr

dimanche 14 avril 2013

"Malheureusement, je pense à quitter le PS presque tous les jours"

Gaëtan Gorce, sénateur PS de la Nièvre et opposant à la ligne majoritaire lors du dernier congrès du parti qui a élu Harlem Désir premier secrétaire. Après l'affaire Cahuzac et à la veille du conseil national du PS,

il plaide pour une refondation totale d'un parti accusé de "dérive clanique".

Quelle est votre opinion sur l'opération de transparence politique mise en place par François Hollande, et plus particulièrement sur l'obligation faite aux parlementaires de rendre publique leur déclaration de patrimoine ?

Gaëtan Gorce : C'est une évolution inéluctable qui ne me dérange pas. Que l'on veuille s'assurer qu'un responsable politique ne profite pas de son mandat pour s'enrichir est une démarche nécessaire. Il faudra néanmoins mettre des bornes, parce qu'on peut très vite entrer dans un système intrusif qui considère les élus comme des gens que l'on doit soupçonner a priori. La vraie question reste pourquoi des membres socialistes qui tendaient vers les plus hautes responsabilités ont-ils pu s'affranchir à ce point des règles ? Quand cela arrive une fois, on peut toujours dire que c'est un accident. Quant cela se répète, c'est le signal qu'il y a un problème.

Vous avez écrit sur votre blog que le Parti socialiste répondait à un Qu'entendez-vous par là ?

J'essaye de trouver une explication à ce qui a pu se passer avec Dominique Strauss-Kahn il y a quelques mois, et aujourd'hui avec Jérôme Cahuzac. Le PS n'est pas un parti corrompu produisant des responsables corrompus, mais il s'est affranchi des règles normales de fonctionnement d'un parti politique pour leur substituer un système d'arrangements entre des clans. Autrefois, ces clans étaient des courants avec des lignes politiques et des personnalités concurrentes. Ils se sont progressivement transformés en groupes d'intérêts s'auto-protégeant et s'auto-promouvant.

On l'avait déjà vu à la présidentielle de 2007 : Ségolène Royal a été finalement désignée parce qu'elle était populaire chez les militants et les sympathisants de gauche, qui avaient compris l'existence de ce système oligarchique et estimaient que Ségolène Royal se définissait contre ce système. On a fait les primaires pour la même raison car on avait compris que le système n'était plus assez légitime pour désigner un candidat incontestable.

, , ce sont des termes violents...

Je parle de façon directe parce qu'on n'a plus l'habitude, au PS, de nommer les problèmes. Or, cette dérive clanique peut conduire à des situations insupportables pour tous les socialistes et pour tous les Français de gauche. Jérôme Cahuzac a été propulsé moins par les structures internes du parti que par le soutien des hommes et des femmes de son clan au sein de l'appareil. On en voit le résultat. Il faut donc en tirer les conséquences.

François Hollande a été le premier secrétaire du PS pendant onze ans. A-t-il une responsabilité dans ce système que vous décrivez ?

Il a une part de responsabilité, comme tous ceux qui ont dirigé le parti. Mais François Hollande n'a jamais trempé dans ces fonctionnements. Il n'a jamais constitué un courant, ce n'est pas l'homme d'un clan car il savait que ce mécanisme était redoutable. Si on peut lui faire un reproche, c'est d'avoir été parfaitement conscient de ces dérives et de ne pas y avoir mis un terme comme premier secrétaire. Il ne les a pas avalisées, il ne s'est pas compromis avec, mais il n'a pas essayé de les réformer.

Le PS dirigé par Harlem Désir tient un conseil national samedi 13 avril. Est-il à la hauteur des événements ?

Le calendrier nous dit tout. La gauche est au pouvoir depuis dix mois. Il y a eu dans le pays un grand débat européen en juin autour de la promesse de François Hollande d'infléchir la stratégie de l'UE en matière de croissance, puis un grand débat sur les enjeux économiques et sociaux depuis l'automne. Aujourd'hui, il y a de nouveau un débat sur les perspectives de croissance et un autre - et pour cause - sur l'éthique politique. Pendant ce temps, le PS n'a réuni son conseil national que deux fois, en novembre et samedi dernier, et pour seulement quelques heures à chaque fois.

Les instances collégiales du parti sont dévitalisées. Prenons un exemple de l'inertie du parti. François Hollande est dans un contexte diplomatique complexe en Europe : il doit travailler avec nos partenaires conservateurs et ne peut pas renverser la table. Le chef de l'Etat est donc contraint à une forme de prudence et de modération. Mais le parti, lui, n'est pas soumis aux mêmes exigences. Or, la politique

d'austérité à l'échelle européenne compromet nos emplois et nos industries. La gauche européenne, et le Parti socialiste français en tête, devrait donc se mobiliser à l'occasion des prochaines élections européennes pour faire en sorte qu'une nouvelle ligne s'impose. Ce n'est malheureusement pas ce qu'il se passe.

Que proposez-vous pour changer le PS ?

Il faut d'abord qu'on arrête de se mettre un bandeau sur les yeux et que l'on regarde la réalité en face. Je sais que mes propos scandalisent certains dirigeants de mon parti ; en revanche, ils sont hélas tout à fait compris par nos électeurs et nos sympathisants.

Ensuite, il faut se fixer un objectif de refondation totale du PS. Le PS n'est plus, il faut le faire renaître. Les accumulations d'affaires et l'absence de délibérations collectives montrent que nous avons perdu le fil de l'héritage. Pour le retrouver, il faut un changement organisationnel qui réinsuffle de la démocratie. Il faut aussi un changement philosophique en remettant à plat le projet socialiste au vu des nouveaux enjeux planétaires et écologiques. Il faut enfin reconstruire une morale politique de l'engagement collectif. Ne pas se laisser corrompre par les vents dominants de l'ultra-libéralisme, selon lesquels tout serait permis : la compétition serait la seule règle et l'enrichissement personnel le but ultime.

Comment comptez-vous y arriver ?

Je propose la mise en place d'un "comité des irréprochables" composé d'anciennes personnalités du PS qui n'ont aujourd'hui plus d'intérêts dans le parti, d'universitaires, de scientifiques, d'intellectuels marqués à gauche et de citoyens sympathisants tirés au sort. Ce groupe d'une vingtaine de personnes devra faire des propositions fortes pour que le PS redevienne lui-même. Je ne crois pas, hélas, à notre capacité à changer en interne. La bourgeoisie de l'appareil socialiste ne voudra jamais abandonner son pouvoir. Même s'il y aura inévitablement des changements au PS. Harlem Désir est un premier secrétaire privé de légitimité et de moyens d'agir. Cela ne peut pas continuer comme cela. Tout le monde le reconnaît en privé : le PS n'est pas en situation d'aider le président de la République et le gouvernement.

La rénovation par le non cumul des mandats ou par la parité ne vous semble-t-elle pas suffisante ?

On nous dit que la parité ou le non-cumul, que je soutiens, vont tout changer, mais c'est faux. On va simplement remplacer des gens par d'autres gens qui leur ressemblent trait pour trait, qui auront trempé dans les mêmes arrangements et suivi les mêmes parcours. Il y a deux voies parallèles pour intégrer désormais le PS : le réseau des élus et la voie technocratique des hauts fonctionnaires. La professionnalisation des responsables du PS se fait de plus en plus tôt : à peine sortis de l'université, ils sont dans l'environnement des élus et aspirent à les remplacer.

Envisagez-vous de quitter le PS ?

Malheureusement, j'y pense presque tous les jours. Je n'éprouve aucune satisfaction à en parler comme je le fais. J'ai adhéré au PS à 16 ans. Je suis plus socialiste que jamais, mais je me sens très mal à l'aise dans mon parti car je ne vois pas les choses bouger ni les moyens de les faire bouger. Le PS a subi une défaite au premier tour de la présidentielle en 2002 et n'a pas changé, il a subi l'affaire DSK et n'a pas changé. Il a subi l'affaire Cahuzac et ne veut pas changer... Avant que le bateau sombre, il peut se passer un certain temps. L'agonie peut durer très longtemps. Je ne peux pas m'empêcher de faire un parallèle avec le Parti radical des années 1930 qui, comme le PS, était un grand parti, avec de grandes personnalités et un grand projet, et s'est petit à petit affadi au point de devenir simplement un élément d'un système.

Vos critiques s'apparentent-elles au proposé par Jean-Luc **Mélenchon** au Front de Gauche ?

Si je parle, c'est justement parce que je veux éviter le coup de balai qui fait croire qu'il suffit de changer les hommes pour que tout aille mieux. La colère de **Mélenchon** est légitime, mais c'est une réponse démagogique. Le rôle de la gauche n'est pas d'exacerber les passions. Mais je comprends Jean-Luc, parce que je sais qu'au PS, il a vécu, comme moi aujourd'hui, cette impuissance à changer les choses de l'intérieur.

Le 5 mai, cela fera un an que François Hollande est à l'Élysée. Quel bilan tirez-vous de cette première

année ?

On a le sentiment que le président de la République n'a pas encore fait tous les choix. Il a été très marqué par l'idée que la société française a été déchirée durant les dix dernières années. De cette prudence, il conclut qu'il faut avancer pas à pas. François Hollande se cherche toujours. Il a pris beaucoup de décisions courageuses, comme l'effort de réduction des dépenses publiques, mais paradoxalement, on ne les assume pas complètement.

Il faut maintenir cet effort pour retrouver des marges de croissance dès 2014. La dernière fois que j'ai vu François Hollande à l'automne, je lui ai dit : "Tu dois réussir car ton succès sera celui de notre génération." Mais son handicap est que la gauche n'avait pas préparé son arrivée au pouvoir. On a laissé croire que c'était le cas, mais les gens à l'intérieur comme moi savent très bien que le PS n'a pas préparé les échéances économiques, européennes, écologiques...

Le Parisien

L'actualité, dimanche 14 avril 2013, p. 75_T_6

L'invité du dimanche

« Les Français se disent que le président n'est pas à la hauteur »

Propos recueillis par Olivier Beaumont et Didier Micoine

Ancien ministre du Travail, Xavier Bertrand est député UMP et maire de Saint-Quentin (Aisne).

Le plan Hollande va-t-il moraliser la vie politique?

XAVIER BERTRAND. Tout ça pour ça! Ce programme, annoncé dans l'urgence pour faire diversion, a d'une certaine façon déjà fait pschitt. Ses mesures vont sans doute un peu améliorer les choses, mais elles n'auraient pas empêché l'affaire Cahuzac.

Que faudrait-il faire pour aller plus loin?

Le vrai sujet n'est pas la composition du patrimoine, c'est son origine et le contrôle pour empêcher un enrichissement lié à la politique. Ces deux points ne sont pas suffisamment précisés dans la réformette de François Hollande. Et la question des conflits d'intérêts n'est pas non plus assez clarifiée.

Vous êtes pour l'interdiction de certaines professions pendant le mandat?

Il ne faut pas se contenter de cibler certaines professions comme les avocats. Un fonctionnaire, élu député, qui vote le budget de son ministère d'origine, c'est aussi une forme de conflit d'intérêts.

Vous prônez la transparence, mais vous n'avez pas encore dévoilé votre patrimoine...

Je n'attendrai pas le vote de la loi pour le faire. Mais j'ai demandé à mon notaire une estimation précise de ma maison à Saint-Quentin et de mon appartement à Paris pour pouvoir la communiquer de manière non approximative.

Ce contexte semble profiter à Jean-Luc **Mélenchon** à Marine Le Pen...

Hélas, l'exaspération des citoyens profite toujours aux extrêmes. Mais si **Mélenchon** et Le Pen veulent faire croire qu'ils lavent plus blanc que blanc, c'est une plaisanterie! Leur comportement est dicté uniquement par leur appétit du pouvoir. Marine Le Pen est en train de mettre en place un gaucholepénisme. Ça fait bien longtemps qu'elle a oublié les petits entrepreneurs, les artisans. Les extrêmes ne sont rien d'autre que des cyniques et des calculateurs qui raisonnent en parts de marché pour récupérer les déçus de Hollande. Quant à **Mélenchon**, il ferait mieux de se faire discret...

Vous le suspectez d'avoir un patrimoine important?

Je l'accuse surtout d'être de moins en moins démocrate et républicain. Il peut faire des discours révolutionnaires, c'est surtout pour faire oublier qu'il était un pur produit du système. Il a la nostalgie de l'époque où il était membre du gouvernement. Les salons douilletts du Sénat doivent lui manquer.

Faut-il toucher aux allocations familiales?

Compte tenu de l'état de nos finances, on ne peut plus donner tout à tout le monde. Plutôt qu'une nouvelle demi-mesure qui va toucher les classes moyennes, je préférerais que les allocations familiales ne soient pas versées aux ménages les plus aisés. En revanche, il est important que toutes les familles puissent avoir accès à une place en crèche, au nom de l'universalité.

Montebourget Hamon ont émis des réserves sur la politique d'austérité...

Si Montebourg a un problème, il ne tient qu'à lui de démissionner! Il est par ailleurs la preuve criante du manque d'autorité de Jean-Marc Ayrault et François Hollande. Comment le Premier ministre peut-il accepter qu'un de ses ministres, qui l'a insulté, puisse encore être dans son équipe?

Comment expliquer ces couacs à répétition?

Pour la première fois depuis le début de la Ve République, les Français se disent que le président de la République n'est pas à la hauteur. Ni de la situation ni de la fonction. Cela tient à sa méthode, il ne sait pas trancher, à son caractère et au fait qu'il n'a jamais exercé de responsabilités importantes, notamment ministérielles.

Cinq mois après la crise interne, où en est l'UMP?

On a évité le pire. Aujourd'hui, il faut se reconstruire en évitant tous les sujets de divisions, comme encore ces derniers jours avec la divulgation des patrimoines. Quand je vois encore certains comportements, je me dis que l'UMP n'est pas prête à affronter une nouvelle campagne interne. Et j'entends ce que disent les militants sur le terrain. Ils ne veulent plus revivre ça.

Que proposez-vous?

Je propose que les militants, à l'occasion de la validation de la réforme des statuts, se prononcent également sur le fait de revoter ou pas en septembre. C'est ce que je vais proposer demain soir, lors de la réunion de la commission de révision des statuts.

Mais il y a eu un accord pour revoter. Et l'élection de novembre a été contestée...

Certes, mais repartir dans une bataille interne à six mois des municipales serait irresponsable. Nous avons l'obligation d'accélérer notre reconstruction et de jouer l'unité. Quant aux ambitions, ce sont les primaires de 2016 qui détermineront celui qui portera nos couleurs à l'élection présidentielle.

Vous avez déjà dit que vous serez candidat à cette primaire en 2016. N'est-ce pas un peu tôt?

J'ai cette ambition et je l'assume. Je souhaite faire en sorte qu'avec des idées nouvelles, des comportements nouveaux, on puisse sortir le pays de la crise et lui proposer un avenir. Ça s'appelle dire la vérité.

Il paraît que Nicolas Sarkozy a été agacé...

Il paraît... La dernière fois que nous avons eu un échange, c'était en début d'année, lors des vœux. Ça s'est fait de façon épistolaire et très sympathique. Il sait combien j'ai été fidèle et loyal. Mais à partir du moment où lui-même a indiqué à tous qu'il entendait tourner la page, il ne reprochera certainement à personne de jouer cartes sur table.

S'il était candidat, devrait-il se soumettre à la primaire?

La démocratie ne peut souffrir aucune exception.

Le gouvernement a accéléré le calendrier sur le mariage pour tous. Cela vous choque?

Oui. C'est une manipulation parlementaire mais aussi une forme de lâcheté de la part d'un gouvernement faible qui refuse le débat et le temps de la discussion sur ce sujet pourtant essentiel pour l'avenir de notre société.

Le Figaro, samedi 13 avril 2013, p. 4

Politique

Pascal Cherki : « Le Front de gauche a vocation à entrer au gouvernement »

PROPOS RECUEILLIS PAR Albert Zennou @AlbertZennou PASCAL CHERKI est député PS de Paris.

LE FIGARO. - Jean-Marc Ayrault affirme qu'une autre politique n'est pas possible. Comment réagissez-vous ?

Pascal CHERKI. - Une ligne politique peut évoluer et même changer au regard des circonstances. Bien évidemment, il faut réduire les déficits. Mais le rythme auquel on les réduit, au vu de la croissance, pose une interrogation majeure. Comme nous sommes dans une croissance très faible, l'effort demandé risque de plonger le pays dans l'austérité, voire la récession. Finalement, on risque de perdre sur toutes les lignes. Il faut donc s'interroger sur le calendrier de la réduction de la dette. On n'atteindra pas un déficit à moins de 3 % en 2014. Avancer cet objectif, c'est avoir la certitude de ne pas le tenir.

Mais vous n'êtes toujours pas entendu.

Le débat ne fait que commencer. Il sera noble car il touche au coeur de la question politique. Si nous ne changeons pas, nous allons rentrer dans le cycle bien connu de l'explosion du chômage et de la récession. À l'arrivée, il y aura une montée très forte du populisme et du rejet de l'Europe. À terme, l'Europe est menacée d'implosion.

La solution peut-elle se trouver dans un remaniement ?

Le remaniement n'est pas un préalable mais une conséquence. Ce gouvernement peut mener cette politique. Je n'appelle pas à un changement radical mais à une inflexion. Il faudrait associer l'ensemble des formations de gauche. Plus un gouvernement rassemble à gauche, plus il se donne d'assise.

Vous voulez donc faire entrer le Front de gauche ?

Évidemment. Ils ont vocation à l'être. La gauche est une seule et même famille. La responsabilité des formations de gauche est de réfléchir à leur convergence. Nous sommes au milieu d'une crise sociale très importante qui se mêle aujourd'hui à une crise morale. Il y a d'autant plus de nécessité de se rassembler à gauche.

Justement, que pensez-vous de la transparence telle que la suggère François Hollande ?

Le plan présenté par le président me semble assez équilibré. Je n'ai aucune objection à publier mon patrimoine, si cette publication est bien encadrée par la loi. Mais je ne le ferai pas à titre individuel. N'ayant rien à me reprocher, je n'ai pas d'excuse à présenter par avance. Mais, surtout, il est impératif de réfléchir au fonctionnement d'une République au XXI^e siècle. Nous sommes arrivés au bout de la logique des institutions de la Ve République. Depuis le quinquennat et avec l'inversion du calendrier électoral, les institutions se sont déséquilibrées. Le président concentre l'ensemble des pouvoirs. Et l'exécutif n'est plus soumis au contrôle des élus représentant la nation. J'appelle à une réflexion profonde et citoyenne pour adapter les pouvoirs.

Cela rappelle la VI^e République prônée par **Mélenchon**...

Ce n'est pas un problème de nom. Il faut accepter une profonde modernisation de nos institutions. Si ce n'est pas le politique qui dirige, d'autres pouvoirs le feront à sa place. Aujourd'hui, la Cour des comptes a plus de pouvoirs réels que la commission des finances de l'Assemblée, ce n'est pas normal. C'est cela, la vraie transparence.

Le Monde

Événement, samedi 13 avril 2013, p. 2

EVENEMENT

Après le choc Cahuzac, le grand vertige

L'Elysée et Matignon sont déstabilisés. Mais, bien plus largement, droite et gauche sont sonnées par la crise politique

Service politique

Après le séisme Cahuzac, la déferlante de « transparence ». A peine les propos de François Hollande achevés, mercredi 10 avril, elle a submergé l'ensemble de la classe politique et n'en finit pas de la bousculer. La contre-offensive du président de la République sur la moralisation de la vie politique a saisi les élus, pris de court nombre de ministres, crispé au plus haut point les parlementaires, agité les états-majors des partis - tous hésitants entre rébellion et exhibition.

A l'heure où l'actualité défile sur les chaînes d'info en continu et tient en haleine des politiques qui se demandent d'où viendra le prochain coup, un parlementaire chevronné résume : « La droite tape très violemment pendant qu'à gauche, tout le monde se prépare à calculer ce que le voisin a déclaré et comment il l'a gagné. Il règne un climat typiquement années 1930, extrêmement violent. Tout le monde est bousculé. » Soixante-douze heures qui ont profondément ébranlé le champ politique.

Le grand déballage de l'Elysée

Faut-il risquer l'opération transparence? La question de la publication des patrimoines fait débat, mardi 9 avril au soir, dans le bureau du président, où celui-ci, entouré du secrétaire général de l'Elysée et de quelques conseillers, Sylvie Hubac, Aquilino Morelle et Claude Sérillon, met la dernière main au dispositif qu'il doit présenter lui-même le lendemain. Un paquet de mesures évoquées avec Manuel Valls et Arnaud Montebourg et élaborées par les services de Matignon. Le président tranche. Il est résolu à frapper fort, en personne.

Deux jours plus tard, le staff s'en félicite, premiers sondages à l'appui. « C'était réussi. Les retours sont bons, voire très bons. Sa volonté d'aller jusqu'au bout dans cette affaire a été perçue », veut croire un conseiller quand l'entourage critique à demi-mot un certain corporatisme parlementaire : « Ce qui compte, c'est ce qu'en pensent les vrais intéressés : les Français, qui approuvent cette mesure. »

Le président le sait pourtant : il est loin d'avoir résolu la crise d'autorité lancinante depuis le début de son mandat, ce qui n'a pas échappé à plusieurs de ses ministres qui en profitent pour plaider une inflexion politique. Il n'a pas non plus apaisé un gouvernement et une majorité plus perturbés que jamais. Le chef de l'Etat consulte encore à la chaîne, jeudi 11 avril, ses ministres Manuel Valls, Stéphane Le Foll, Vincent Peillon et Michel Sapin, et le patron du groupe socialiste Bruno Le Roux. Il va falloir, encore et toujours, rebondir.

Abattement au gouvernement

Ils avaient jusqu'à jeudi midi pour remplir leurs formulaires de déclaration de patrimoine. Et c'est peu dire que beaucoup se sont offusqués d'une telle précipitation. En s'apercevant qu'on leur demandait jusqu'à leur numéro de compte bancaire, certains ministres ont même refusé de répondre...

D'autres ont choisi au contraire d'anticiper, comme Arnaud Montebourg exposant dans Le Monde ses propriétés immobilières, sa demi-place de parking souterrain à Dijon et son fauteuil Charles Eames. Mais la défiance règne. Une ministre raconte : « Un journaliste de télé, à qui je dis que je suis propriétaire d'un appartement, m'a demandé de le visiter. On va aller jusqu'où comme ça? »

Un état étrange, entre douce folie et dépression politique, semble gagner les membres de l'équipe Ayrault. Une ministre : « Je ne suis pas entrée en politique pour vivre ce que je vis. » Une deuxième : « On devient tous fous, on disjoncte. » Une troisième, croisée à l'Assemblée, juste avant les questions au gouvernement : « Qu'est-ce que je fous là? Aller se farcir la droite qui est déchaînée en ce moment, aujourd'hui c'est trop

pour moi... »

Ambiance de fin de règne autour d'un Jean-Marc Ayrault particulièrement remonté après les sorties de plusieurs de ses ministres : « Sur les bancs du gouvernement, cette semaine, il y avait des collègues qui tiraient la tronche, témoigne une ministre. Certains avaient l'air de se dire : c'est peut-être la dernière fois que je suis là... ». Vendredi matin, sur RTL, Jean-Marc Ayrault a une nouvelle fois tenté de recadrer ses ministres en expliquant qu'il « n'avait pas aimé qu'on conteste la politique du gouvernement ».

Vent de panique au groupe socialiste

Ambiance « épouvantable » à la réunion du groupe socialiste, peu avant l'intervention du président, les députés ayant été informés par « les bruits qui courent » des mesures qui vont leur être imposées. Bruno Le Roux, qui sermonne les élus sur la discipline de vote à propos de la loi Sapin, essuie une bronca. « Ça suffit! On doit pouvoir discuter politique », s'exclame l'un. Un cri du coeur fuse de l'arrière de la salle : « Et sur la déclaration de patrimoine, ce sera liberté de vote! » Tonnerre d'applaudissements. « On ne peut pas leur demander de la discipline quand c'est le bordel au gouvernement... », souligne l'entourage de Claude Bartolone.

Les députés socialistes, guère rassurés par leurs séjours dans leurs circonscriptions, ne masquent plus leur panique. Personne n'imagine que l'équipe de Jean-Marc Ayrault tiendra encore un an, jusqu'aux municipales de mars 2014, alors que l'on assurait encore le contraire quelques jours plus tôt. Chaque député y va de son pronostic, sans la moindre information. « On remanie avant l'été pour le premier anniversaire du mandat », affirme l'un d'eux. « Après l'été pour lancer la rentrée politique », assure un autre. « Ce sera un gouvernement Ayrault 2 avec une équipe resserrée, commando », pronostique un troisième.

Affolement, supputations, le groupe socialiste ressemble à un canard sans tête. Au Sénat, l'ambiance n'est pas meilleure. Un baron du parti explose : « DSK, c'était le cul et le fric, Cahuzac c'est le fric et le cul ». Avant de fustiger « les énarques de la promotion Voltaire » qui entourent le chef de l'Etat et lui font perdre ses antennes politiques. L'opération « transparence » ne passe pas. Un de ses camarades socialistes résume le sentiment général : « Le climat est amer. Les parlementaires ne sont pas contents. Ils ont le sentiment que Hollande se refait la crise sur notre dos. » Autour du président de l'Assemblée nationale, on n'hésite plus à incriminer « le cabinet de Jean-Marc Ayrault » qui vit « dans une tour d'ivoire ».

La fronde de Bartolone

Mercredi midi, Claude Bartolone regarde l'allocution présidentielle depuis son bureau. Le président de l'Assemblée nationale, déjà mécontent de n'avoir été prévenu que 24 heures plus tôt du contenu des annonces, découvre avec stupeur que c'est le président de la République qui parle et non le premier ministre comme cela avait été envisagé.

Mais « Barto » a déjà programmé la contre-attaque médiatique. Une équipe du « Supplément » de Canal+ se trouve justement avec lui. A peine l'allocution terminée, il se tourne vers la caméra et lâche : « Je ne suis pas d'accord avec cette vision de la transparence. » Dans la foulée, il ira expliquer au Figaro et au Monde tout le mal qu'il pense d'une partie de ces annonces. Au même moment, son homologue du Sénat, depuis sa résidence du Petit Luxembourg, commente le propos présidentiel. « Ça peut déraiper, aller très loin. Il ne faut pas en arriver à l'Inquisition ou à l'opération « Mains propres ». On n'est pas en 1793 », met en garde Jean-Pierre Bel, vieil ami de M. Hollande.

Le (mauvais) quart d'heure de Désir

Ce même jour, le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, trouve rassemblés dans son bureau de la rue de Solférino une dizaine de secrétaires nationaux du parti. Tous sont proches de François Hollande et du ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll et tous lui sont a priori favorables : c'est eux qui l'ont fait roi lorsque Martine Aubry et Jean-Marc Ayrault penchaient pour Jean-Christophe Cambadélis. Mais aujourd'hui rien ne va plus : les Hollandais sont venus en commando pour recadrer Harlem Désir. Comment a-t-il pu juger bon d'exiger, vendredi 5 avril à Limoges, un référendum sur les institutions? Un appel au peuple dans un contexte pareil! L'échange est tendu. Il résume la distance qui s'est installée entre

l'exécutif et le parti.

S'il a dîné avec François Hollande quelques jours après les aveux de Jérôme Cahuzac, le patron des socialistes n'a pas été consulté, dimanche 7 avril, par le président qui a requis l'avis de plusieurs ministres-clés. « A quoi sert le PS dans la tempête Cahuzac? Harlem a-t-il réuni à Solférino les barons du parti pour préparer la riposte? Non! », s'étrangle un cacique socialiste en grommelant : « Du temps de Jospin ou de Hollande, ça aurait été inimaginable. » Finalement, une réunion au sommet, exceptionnelle, aura bien lieu, vendredi matin à 11 heures à Matignon, avec tous les poids lourds du gouvernement et du parti. Objectif : tenter de resserrer les rangs à la veille du conseil national du PS.

La plaie s'ouvre à nouveau à l'UMP

Jean-François Copé pensait que les socialistes ne se remettraient pas de l'affaire Cahuzac, mais les choses ne tournent pas comme il le voudrait. Lundi soir, en sortant d'une énième réunion de la commission sur la révision des statuts, au siège du parti, rue de Vaugirard, le président de l'UMP s'est épanché devant une poignée d'élus : « Les socialistes sont dans la nasse et on est en train de leur offrir une porte de sortie », enrage-t-il. Le camp d'en face a dégainé en premier : la veille, Laurent Wauquiez a publié sa déclaration de patrimoine dans le Journal du dimanche et, à présent, c'est François Fillon qui le fait au « 20 heures » de France 2. « Démagogie! », fustige M. Copé qui se retrouve sur la défensive, contraint d'expliquer pourquoi lui refuse de rendre public l'état de ses finances personnelles. En outre, n'est-il pas parlementaire et avocat?

C'est M. Wauquiez, encore lui, qui a allumé la mèche, et aussitôt la gauche a attaqué. Le camp Fillon se frotte les mains mais déchant vite. Dès le mardi, « c'est la fête à Wauquiez » : mis en minorité, le jeune loup se fait remonter les bretelles par Nadine Morano et Henri Guaino, qui l'accusent d'être « tombé dans le piège de Hollande ». Rebelote mercredi matin, lors du bureau politique. Dans une ambiance à couper au couteau, François Fillon et son allié se font reprocher leurs « positionnements tactiques ». Xavier Bertrand n'est pas le moins furieux : « Hollande, qui est couvert de boue avec l'affaire Cahuzac, s'est agité dans tous les sens pour nous en projeter. En nous divisant, on est en train de lui offrir les conditions de son rebond politique », peste-t-il.

Dans le même temps, des médias rappellent que l'ex-premier ministre a créé, en juin 2012, une société de conseil qui lui permet de facturer des conférences ou des conseils à des chefs d'entreprise. Sur France 2, le député de Paris a oublié de déclarer cette société en même temps que sa « maison dans la Sarthe », ses « deux voitures qui ont plus de dix ans » et ses « comptes d'épargne qui sont inférieurs à 100 000 euros ». L'ancien ministre, Bruno Le Maire, qui cherche à apparaître au-dessus de la mêlée, soupire, dépité : « C'est cela qu'ils veulent. Mettre de l'huile sur le feu. »

Marine Le Pen désarçonnée

C'est elle qui devrait tirer avantage de la crise. Las, les révélations du Monde concernant le rôle d'un de ses proches dans l'ouverture du compte en Suisse de M. Cahuzac, ont mis en porte-à-faux la présidente du Front national. Depuis une semaine, son discours du « tous pourris, sauf nous » est parasité par des questions autour de ce conseiller, Philippe Péninque. Elle est obligée de s'expliquer, et Mme Le Pen, plus tendue qu'à son habitude, cède à la victimisation et à une lecture complotiste des événements : « Je vois bien la manipulation politique qui est derrière, qui consisterait à tenter d'éclabousser Marine Le Pen, dont la veste est immaculée. » Mais le principal souci de la présidente du FN, qui en profite pour demander la dissolution de l'Assemblée, est de voir son adversaire du Front de gauche, Jean-Luc **Mélenchon**, reprendre une stratégie de coup d'éclat, qui était l'apanage « lepénien ». Pour la première fois depuis la présidentielle, en terme de populisme, Marine Le Pen ne fait plus la course en tête.

Mélenchon en campagne

A l'autre bout de la France, Jean-Luc **Mélenchon**, costume noir et cravate rouge, est reparti en campagne. Il tient meeting à Martigues (Bouches-du-Rhône) et affiche une humeur joyeuse. « Non, tout n'est pas laid, tout n'est pas perdu, tout n'est pas pourri. Demain n'est pas fait que de tristesse », s'exclame-t-il. Il a passé son après-midi sous le soleil marseillais à rencontrer ses militants et attaque Marine Le Pen « prise

la main dans le sac la fameuse tête haute, mains propres et que sais-je encore ».

Tous pourris sauf lui? Il voudrait que ce soit une évidence, mais il sait que ça ne va pas de soi. En début de semaine il avait refusé de publier son patrimoine. Jeudi, il s'en sort par une pirouette sur son blog. On apprend qu'il est propriétaire d'un appartement dans le 10^e arrondissement de Paris et qu'avec ses 150 000 euros d'épargne, il cherche à déménager. « Je mesure 1,74 m. Je pèse 79 kg. Ma taille de chemise est 41/42 », ajoute-t-il, avant de préciser que « tous [ses] cheveux sont naturels ». Ponctuation absurde d'une séquence politique insensée.

Le Soir

Bruxelles

WEEK-END, samedi 13 avril 2013, p. Bruxelles29

Jo.M.

La morale de l'affaire Cahuzac

Les faits. Après les aveux de l'ex-ministre du Budget, François Hollande a présenté les grands axes d'une future loi de «moralisation» de la vie politique. Elle prévoit de renforcer la lutte contre les paradis fiscaux et de créer un parquet spécifique pour les grandes fraudes fiscales. Mais c'est surtout l'obligation faite aux ministres et plus tard aux élus de révéler leur patrimoine qui fait débat.

Une opinion vite fait. La transparence, oui, l'Inquisition, non. Publier son patrimoine, pourquoi pas, mais faut-il le faire sur internet? Ne serait-il pas moins démagogique de l'adresser directement à la future commission qui sera chargée du contrôle? Car en se livrant au «strip-tease» patrimonial intégral, on risque de renforcer l'amalgame «riche = malhonnête». Le système belge n'est pas si mal: une enveloppe fermée adressée à la cour des comptes et le tour est joué.

Le détail qui tue. Révéler son patrimoine est désormais ultratendance. Surtout s'il est maigre. Entre la poire et le fromage, parlez de votre vieille Twingo. Ou faites comme Jean-Luc **Mélenchon**. L'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle a poussé la transparence jusqu'à ses mensurations, son poids et sa pointure.

Le Figaro, samedi 13 avril 2013, p. 5

Politique

Mélenchon ironise sur les déclarations de patrimoine

S. de R.

« JE N'AI PAS hérité d'un château où me loger, ni d'un parti politique créé par mon père. Je ne fais pas semblant d'habiter Hénin-Beaumont, je n'ai ni voiture ni chauffeur. Mon père n'a jamais été condamné pour fraude fiscale. Aucun de mes conseillers n'ouvre de compte en Suisse pour des tiers.»

Dans sa longue tirade de déclaration de patrimoine, humoristique et agacée, Jean-Luc **Mélenchon** manie l'ironie en révélant ses mensurations. Sur son blog jeudi, il affirme avec fierté détenir 12 000 livres entassés sans doute entre sa maison du Loiret et son appartement parisien. Surtout, il ne peut s'empêcher de se comparer à Marine Le Pen, son opposante majeure. L'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle est régulièrement la cible d'attaques, selon lui téléguidées par le Front national, sur des prétendus cumuls de salaires ou de retraites.

Secrétaire national du PCF, Pierre Laurent a, pour sa part, fait savoir, dans les couloirs du Sénat, sa fierté d'être propriétaire « d'un magnifique mobile-home dans le Var » .

Ironie donc, au Front de gauche où l'on refuse de se satisfaire de déclarations sur la moralisation de la vie politique. La racine est pour eux plus profonde. D'où l'opération projetée vendredi soir par les communistes devant le siège de la banque UBS France, rue de Washington à Paris, pour dénoncer les

paradis fiscaux. Pierre Laurent devait y prendre la parole. D'autres opérations auront lieu d'ici au 5 mai, date de la marche du Front de gauche pour une VIe République et contre la politique du gouvernement. Ex-candidate à la présidentielle du PCF, la députée Marie-George Buffet a enjoint vendredi l'aile gauche du PS à manifester « du bon côté de la barricade ». S. de. R.

Les Echos, no. 21417

France, lundi 15 avril 2013, p. 3

Politique économique

Jour J pour les déclarations de patrimoine des ministres, une petite révolution très débattue pour la France

MARIE-CHRISTINE CORBIER

Les déclarations de patrimoine des 37 ministres seront mises en ligne en fin d'après-midi.

C'est le premier acte de la « lutte implacable contre les dérives de l'argent » décrétée mercredi par François Hollande, après l'affaire Cahuzac. Matignon va publier, en fin d'après-midi, les patrimoines des 37 ministres, sur le site Internet www.gouvernement.fr. Une publication « exhaustive », promet-on à Matignon.

Une dizaine d'entre eux ont déjà anticipé, parmi lesquels Marie-Arlette Carlotti (Exclusion), Cécile Duflot (Logement), Arnaud Montebourg (Redressement productif), Pierre Moscovici (Economie et Finances) ou encore Marisol Touraine (Affaires sociales). Plusieurs élus de la majorité comme de l'opposition ont quant à eux devancé la loi (le projet de loi sur la moralisation de la vie politique est attendu pour le 24 avril) en publiant leur patrimoine. A droite, François Fillon et Laurent Wauquiez l'ont fait, tout comme le maire de Bordeaux, Alain Juppé, qui a néanmoins dénoncé un « déballage grotesque ». Tandis que le coprésident du Parti de gauche, Jean-Luc **Mélenchon**, a dévoilé le sien tout en précisant ses mensurations_

Droite et gauche divisées

Même si certains ont pris les devants, la crainte d'un grand déballage est présente. Et sème la pagaille. Dans la majorité, les propos du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, évoquant le « voyeurisme » de la démarche, ont été les plus remarquables. Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, a eu beau juger jeudi que Claude Bartolone avait « tort », les présidents des groupes PS à l'Assemblée et au Sénat, Bruno Le Roux et François Rebsamen, se sont dit eux aussi opposés à toute « publication sauvage ». Provoquant l'inquiétude du coprésident du groupe EELV à l'Assemblée, François de Rugy, qui a jugé « déplacée » la « contre-offensive qui monte chez un certain nombre d'élus de la majorité ». A droite, les critiques ont été vives : « Voyeurisme », « hypocrisie » (Jean-François Copé), risque de « République du soupçon » (Bruno Le Maire). Comme à gauche, l'initiative divise les troupes. En rendant public son patrimoine, François Fillon a ainsi mis en difficulté Jean-François Copé, et relancé de facto le duel avec celui-ci. Jean-François Copé a déclaré qu'il rendrait public son patrimoine « le jour où la loi le prescrira ».

« Mieux » que l'Allemagne

Dans les sondages, les Français se disent favorables à la publication du patrimoine des hommes politiques (six sur dix selon un sondage Ifop dans le « Journal du Dimanche », publié hier). Mais ils sont presque autant (57 %) à se dire sceptiques quant à l'efficacité des mesures (sondage BVA publié vendredi).

Ce faisant, la France va se rapprocher des pratiques suédoises et norvégiennes et faire « mieux » que l'Allemagne, où les membres du gouvernement ne sont pas contraints de déclarer leur patrimoine.

Après cette première publication, d'autres actes de moralisation de la vie politique devraient suivre, avec un projet de loi. Voire davantage. Selon le « JDD » d'hier, le gouvernement s'apprêterait ainsi à supprimer l'enveloppe de 130.000 euros attribuée à chaque parlementaire et distribuée à des associations et des projets d'aménagement locaux.

Le Soir

Bruxelles

**Actu, lundi 15 avril 2013, p. Bruxelles5
entretien**

Propos recueillis par D.Ci

Gino Russo au PTB? «Je démens»

Gino Russo au PTB? Les journaux de Sud Presse l'affirmaient, ou à peu de chose près, dans leurs éditions samedi. Le père de Mélissa, l'une des victimes de Marc Dutroux, dément.

On vous voit candidat du Parti du Travail de Belgique aux élections de 2014?

Pas moi. Je ne serai pas candidat sur les listes du PTB. Je suis permanent Setca à Arcelor, c'est mon engagement, dans une forme d'action directe, concrète, en prise directe avec les enjeux sociaux et la solidarité. Pour le reste, j'observe avec attention tout ce qui se passe en politique, et des mouvements comme celui de **Mélenchon** en France, ou de Beppe Grillo en Italie, ne me laissent pas insensible. En fait, la politique est gravement en perte de crédibilité, les gens attendent quelque chose.

Grillo a capté un vote protestataire, mais il ne fait pas preuve de beaucoup de responsabilité maintenant en Italie...

C'est vrai. Néanmoins, vu l'absence de gouvernement, il a demandé que le Parlement travaille quand même... Belle idée: la séparation des pouvoirs. Bon, cela pour dire que la situation italienne est plus complexe qu'il n'y paraît.

Plus généralement, je dirais qu'il faut que le politique fonctionne autrement, et qu'il arrête de se plier aux diktats de l'Europe - passez-moi l'expression: aux diktats des gangsters de l'Europe! -, qui écrase tout au nom de la réduction des déficits et de l'endettement.

Pour autant, le PTB n'est pas votre choix: une extrême gauche d'inspiration maoïste.

Je sais cela. Pour le reste, je les côtoie dans les manifestations, à l'usine, etc. Je connais beaucoup de gens chez eux. On a des terrains d'action communs. Quant aux origines «maos», je le sais parfaitement. Mais il y a aussi une nouvelle génération au PTB, qui, elle, n'a rien à voir avec cela. Il ne faut pas faire d'amalgame général. Cela dit, non, je ne m'engagerai pas au PTB.

Propos recueillis par D.Ci

Le Maine Libre

Grand Mans

Le Mans, samedi 13 avril 2013

Municipales. Le Parti de Gauche n'exclut pas de présenter une liste

Le Parti de Gauche n'exclut pas de présenter une liste aux prochaines élections municipales du Mans. Lors d'une conférence de presse vendredi, Patrice Perdereau, coordinateur départemental du PG et Maryse Berger, maire adjoint (Progressistes) ont expliqué que « pour la première fois au Mans s'offre le choix de l'autonomie ». Le Parti de Gauche s'alignerait ainsi sur l'orientation nationale donnée par Jean-Luc Mélenchon.

« Depuis le renoncement de François Hollande d'affronter le monde la finance, il y a deux lignes aujourd'hui à gauche dont l'une se prononce pour un vrai changement de politique », a ajouté Patrice Perdereau. « Le cap maintenu par Hollande annonce un choc austéritaire pour les collectivités territoriales, qui nécessite un débat au sein de la Gauche mancelle ».

Le Parti de Gauche a ajouté qu'il ne prendrait pas le risque de voir des régies municipales (eau, restauration scolaire, crèches et même parkings) qui sont « l'héritage d'une municipalité communiste » risquer de passer à des sociétés privées. « Ces régies, il faut les préserver et même en développer d'autres »

Le Parti de gauche devrait prendre une décision « en principe avant l'été ». « Nous essaierons aussi de constituer des listes alternatives dans certaines autres villes du département en fonction des résultats des discussions avec les autres composantes de la Gauche » conclut Patrice Perdereau.

Sud Ouest

Marmandais

lundi 15 avril 2013, p. Marmandais-C2_4

POLITIQUE Un meeting avait lieu vendredi soir

Mobilisation au Front de gauche

J.-C. W.

En débat, l'austérité et l'inévitable affaire Cahuzac

" L'affaire Cahuzac est avant tout une crise de la démocratie. " Le ton était donné vendredi soir à l'ouverture de la réunion publique organisée par le Front de gauche à Beyssac, à laquelle 70 personnes environ ont participé.

À la table des débats, autour de Michel Céruti, secrétaire départemental du Parti communiste (PCF) et adjoint à la mairie de Marmande, Pierre Lacaze, secrétaire départemental de la Haute-Garonne et membre du conseil national du PCF, et le Girondin Christophe Miqueu, membre du bureau national du Parti de gauche.

L'argent des paradis fiscaux

Le Front de gauche a appelé à une inflexion de la politique gouvernementale vers moins d'austérité et plus de justice sociale. " L'affaire Cahuzac le prouve : il y a de l'argent dans les paradis fiscaux pour les écoles, les retraites et l'augmentation des salaires. Il nous faut une loi pour aller le chercher ", a persiflé Pierre Lacaze. Et d'appeler à la mobilisation pour la marche citoyenne du 5 mai.

Michel Céruti a rappelé l'importance d'une loi interdisant les " licenciements boursiers " : " Gascogne Wood, à Marmande, menace de supprimer 10 postes alors qu'en 2011, le groupe avait fait plusieurs millions de profits. On fait encore payer la situation aux salariés. "

Alors que Marine Le Pen devrait être présente à Agen le 4 mai, l'élus marmandais prévoit d'organiser en réaction un pendant lot-et-garonnais à la marche du 5 mai.

Le Télégramme (Bretagne)

Finistère-sud , lundi 15 avril 2013, p. OCO4

ouest-cornouaille : Pont-l'Abbé

Politique. Le front de gauche se constitue en Pays bigouden

Sylvain Falize

La 7e association du Front de gauche du Finistère est née vendredi soir, au club des retraités de Pont-l'Abbé. Avant de se préparer pour la manifestation du 5 mai prochain, à Paris, elle compte déjà une cinquantaine d'adhérents.

Finistère-sud : ouest-cornouaille : Pont-l'Abbé

« C'était une bonne surprise », commente Gaston Balliot. Une bonne cinquantaine de personnes se sont rendues, vendredi soir, à l'assemblée constitutive de l'association du Front de gauche, dont il est devenu coprésident. Trésorier, secrétaire, adjoints et membres actifs ont ainsi trouvé leurs fonctions avec la vocation de structurer un mouvement ambitieux. L'association bigoudène est déjà la septième du Front de gauche en Finistère. Un statut avantageux, comme l'explique Gaston Balliot : « Cette structure favorisera les débats d'idées et l'adhésion que nous avons fixé à 20 € par an nous permettra de financer nos actions ».

Moitié sans parti, moitié communistes

Avant de s'engager vendredi soir, plusieurs nouveaux adhérents ont cependant tenu à s'assurer qu'ils n'adhéraient pas à un parti. « En cas de désaccord sur un point particulier, nous avons garanti que le Front de gauche ne se prononcerait tout simplement pas », les a rassurés Gaston Balliot. Pour l'heure, le consensus est donc fixé sur le programme national de 2012 : « L'Humain d'abord ». Et le fait que la moitié des adhérents appartiennent au Parti communiste bigouden ne change rien à la donne. « Depuis 2005, le Parti de gauche et le Parti communiste travaillent déjà ensemble. On avait même appelé cette union le collectif anti-libéral, pendant un certain temps. On ne part pas de rien. On a déjà eu des listes et réalisé de bons scores aux dernières cantonales », rappelle le coprésident du Front de gauche du Pays bigouden.

Direction Paris le 5 mai

Lors du prochain conseil d'administration, qui se tiendra jeudi prochain, les adhérents auront en ligne de mire l'organisation de la manifestation du 5 mai, à Paris. Il est déjà prévu qu'un car parte de Pont-l'Abbé pour aller défendre la création d'une VIe république. « Il y en a marre du bipartisme. On veut des élections à la proportionnelle », scande déjà le secrétaire de la section du Parti communiste, Jean-Yves Leven. En espérant voir converger de nombreux opposants « aux politiques de rigueur du traité Merkozy », il ajoute que si certains semblent découvrir les paradis fiscaux depuis l'affaire Cahuzac, il fait partie de ceux qui les dénoncent depuis des années. Et s'il n'est pas encore temps de parler des municipales au Front de gauche du Pays bigouden, on voit également d'un très mauvais oeil le vote de la députée Annick Le Loch, en faveur de l'accord sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi.

Le Bien Public

Auxois, samedi 13 avril 2013, p. Auxois6

Faits Divers Crime, délit et contravention Politique Politique locale

Menaces et insultes contre un membre du Parti de gauche
Semur-en-Auxois : menaces et insultes contre un membre du Parti de gauche

Les faits remonteraient selon Éric Comparot au 5 avril. En fin de semaine dernière, le responsable local du Parti de gauche a eu la mauvaise surprise de voir son nom associé à des menaces et des insultes sur

divers panneaux d'affichage de la ville. Des actes auxquels le parti a réagi par communiqué, affirmant qu'il « ne cédera pas aux menaces ». Par ailleurs, d'autres inscriptions à caractère raciste et xénophobe ont été découvertes sur d'autres panneaux municipaux. Des graffitis qui ont été effacés en début de semaine par les services de la Ville.

L'an dernier déjà, une campagne agitée

Éric Comparot n'a pas manqué de porter plainte auprès de la gendarmerie, laquelle a immédiatement diligenté une enquête. Mais il en est sûr : « Il s'agit là d'actes de militants d'extrême-droite ». Et s'il est la cible de tant d'acrimonie, c'est selon lui dû à son activité militante sur le territoire : « Nous essayons de porter le débat sur le terrain des idées plutôt que sur celui des personnes et les affaires ; c'est peut-être ce qui dérange, en plus d'un score honorable aux dernières législatives ».

Même si les menaces sont on ne peut plus claires - l'une d'elles assure : « On aura ta peau » - le militant du Parti de gauche ne se dit pas inquiet : « Nous sommes tout de même dans une démocratie qui a les moyens de faire en sorte que ce genre d'événements soit canalisé. Ce n'est pas par la peur qu'on limitera l'activité du Parti de gauche dans le secteur ». Ce n'est pas la première fois que Semur-en-Auxois est le théâtre de malveillances de ce type. Localement, la campagne de la présidentielle puis celle des législatives, l'an dernier, avaient eu leur lot d'inscriptions à caractère raciste et antisémite. Et les opérations de collage nocturnes avaient été parfois houleuses : outre de multiples arrachages de part et d'autre, Éric Comparot évoque une course-poursuite avec des colleurs d'affiches du Front national. Rien n'indique toutefois que les militants du FN soient les auteurs des inscriptions de la semaine dernière.

Ouest-France

Le Mans Sarthe Nord

Le Mans, samedi 13 avril 2013

Le PG « ouvre le débat » à gauche

Patrick ANGEVIN.

Municipales 2014. Membre de l'actuelle majorité, le Parti de gauche réfléchit à une liste autonome en mars prochain.

La première adjointe au maire du Mans, à la tête d'une liste Front de gauche, face à celle du maire sortant socialiste Jean-Claude Boulard, en mars 2014... Et pourquoi pas? Certes, il n'est pas du tout sûr que Maryse Berger ait envie de rempiler pour un nouveau mandat. En revanche, le Parti de gauche entend bien « ouvrir le débat » sur la constitution d'une liste autonome avec son partenaire communiste du Front de gauche, voire avec d'autres formations comme les écologistes.

Pourquoi ne pas reconduire de facto l'accord conclu en 2001 et 2008 avec le PS? « Parce que, depuis que François Hollande a renoncé à sa promesse d'affronter le monde de la finance, il existe deux lignes à gauche, explique Patrice Perdereau, maire adjoint PG à la Petite enfance. En maintenant son cap, le gouvernement prépare un choc austéritaire pour les collectivités locales. Et le Parti de gauche doit continuer à contester ce choix. »

Le PG s'inquiète (comme le maire du Mans, souligne-t-il au passage) de la baisse des dotations d'État, à partir de 2014. « Et ce n'est pas la fiscalité locale, qui pèse uniquement sur les ménages, qui pourra compenser, insiste Maryse Berger. Il faudra donc faire des choix. Mais lesquels? » Du côté du PG, on veut sanctuariser « les acquis » dont bénéficient les Manceaux depuis qu'ils ont élu, en 1977, un maire communiste.

« Eau, maisons de retraite, crèches, parkings... La population du Mans a la chance de disposer de nombreux services publics. Nous voulons non seulement les conserver mais aussi les développer », insistent Maryse Berger et Patrice Perdereau. Ils citent par exemple la possibilité de créer des centres municipaux de santé. « La question d'une liste autonome va être liée aux réponses qui nous seront apportées. »

Une manière de poser clairement ses exigences face au PS... mais aussi de ne pas fermer la porte à une

liste commune. « Tout est ouvert, dit Patrice Perdereau. Il faut maintenant débattre. » La décision finale? « Dans l'idéal, avant fin juin. » Le PG se défend de vouloir montrer les muscles pour négocier des places en position éligible. « Cela dit, s'il devait y avoir une liste commune, nous n'accepterons pas qu'on revienne sur un acquis de 2001 : la formation la plus importante [le PS] ne doit pas être majoritaire. Car, c'est une garantie de débats. »

Midi Libre

SETE

samedi 13 avril 2013

Parti de Gauche : « Le précarité, basta ! »

Ne pas confondre précarité et précarité. Les deux termes sont certes liés, mais le second, issu des sciences sociales, désigne la catégorie grandissante de salariés au statut, justement, précaire (contrats à temps partiel, etc.). Composante du Front de gauche, le Parti de gauche (PG) a décidé d'en faire son cheval de bataille en créant le Rap (Réseau pour l'abolition du précarité) à son dernier congrès. Dans la foulée, le Parti de gauche de Sète organise mardi 16, à 20 h, au bar-brasserie Le Samary (1, quai Cdt-Samary), une 'réunion citoyenne' intitulée : 'Le précarité, basta !'. On y abordera le sujet à travers des témoignages de salarié(e)s, de syndicalistes, d'une conseillère prud'homale, l'exposé de la situation de l'emploi dans divers secteurs (aide à la personne, SNCF, Poste, Education nationale, hôpital...) et dans le bassin de Thau, etc. Ouverte à tous, cette rencontre est aussi l'occasion pour le PG local, et son représentant, Richard Belfer, de «